

LA MISE EN PLACE DES PREMIÈRES INTÉGRATIONS RÉGIONALES



◆ **Les antécédents historiques**

Depuis leur apparition en tant qu'États indépendants, au début du XIX^e siècle, les pays latino-américains, en général, et ceux du Cône sud en particulier (Argentine, Chili, Uruguay, Paraguay et Brésil), ont traversé un processus historique complexe.

La rupture des relations politiques puis économiques, avec les anciennes puissances coloniales que sont l'Espagne et le Portugal, semble faire disparaître les liens de subordination. En réalité, d'autres puissances du Nord tissent de nouvelles relations de dépendance comme le Royaume-Uni dans la région du Río de la Plata (Argentine, Uruguay) ou les États-Unis en Amérique centrale et dans les Caraïbes. Les efforts des peuples latino-américains pour mettre fin ou atténuer une telle dépendance ont été très conflictuels voire sanglants. L'identité culturelle latino-américaine, en tant qu'héritage d'un passé espagnol et portugais, a généré une tendance logique au rapprochement et à la création de liens entre pays voisins. Dès les

premières indépendances, on assiste à l'émergence d'une volonté de développement des processus d'intégration et des initiatives qui permettraient d'éviter un émiettement de l'Amérique latine.

Cependant, divers facteurs internes et externes ont conduit à l'échec de ces tentatives d'intégration. Dans ce sens, l'histoire latino-américaine apparaît comme un processus permanent d'avancées et de retours en arrière.

Les indépendances latino-américaines

Pendant une grande partie du XIX^e siècle, les nouveaux pays issus de l'ancien empire espagnol ont développé et ont essayé de garder vivante l'utopie de l'unité latino-américaine : il s'agissait de parvenir à la constitution d'une confédération des peuples d'Amérique latine, projet auquel se joindra plus tard le Brésil, héritier du passé colonial portugais. Cependant, les États nés de la vague d'émancipation nationale correspondent, pour la plupart, à des territoires développés à partir d'entités administratives de l'ancien Empire espagnol : Vice-royaumes espagnols ou divisions plus réduites comme les Capitaineries. Habituees aux « frontières » de ces entités administratives, les élites locales s'y conforment, lors de l'indépendance (document n° 1).

Dès les premières années d'existence, ces États ont eu tendance à s'assimiler à leurs modèles européens et à la figure spatiale de l'État-nation¹. L'idée même de confédération s'éloigne très vite. Cette union de territoires qui conserveraient leur souveraineté semble à beaucoup le premier pas vers un système fédéral bien plus contraignant.

1. Le modèle État-nation européen a comme élément constitutif l'élaboration d'une conscience nationale, en partie suscitée par les tensions avec les pays voisins : de là, l'importance des limites de l'espace national, réelles ou fantasmées (la Grande Colombie, la Grande Bolivie).

La mise en place des premières intégrations régionales

La plupart des territoires coloniaux hispano-américains ont gagné leur indépendance entre 1810 et 1825. Seuls, Cuba et Panama ont connu des processus d'émancipation décalés dans le temps, accédant à l'indépendance à la fin du XIX^e siècle (1898 pour le premier et 1903 pour le second). L'ensemble des nouveaux États a conservé une assise territoriale assez proche de la situation initiale dans l'empire espagnol. Pourtant des modifications importantes de certaines frontières sont survenues dans les décennies suivant les indépendances, suscitant parfois des guerres meurtrières comme la guerre du Paraguay entre 1865 et 1872. Globalement, le caractère spécifique de chacun de ces territoires a été conservé : seuls trois ensembles ont connu des démembrements qui ont donné naissance à de nombreuses entités territoriales.

Ainsi, *la Capitainerie du Guatemala* a été divisée en cinq républiques centre-américaines qui sont du nord au sud, le Guatemala, le Salvador, le Honduras, le Nicaragua et le Costa Rica actuels.

Le démembrement du *Vice-royaume de Nouvelle Grenade* a suscité la création de deux entités bien distinctes que sont le territoire colombien et celui de *l'Audience Royale de Quito*, aujourd'hui Équateur. Plus tard, la République de Panama se sépare de la Colombie. Quant au *Vice-royaume du Río de la Plata*, il donne naissance aux territoires actuels de l'Argentine, de la Bolivie, du Paraguay et de l'Uruguay.

Le Mercosur : vers la « grande Amérique latine » ?

Document n° 1 :
L'émiettement de l'Empire espagnol

Territoires coloniaux	États indépendants (XIX ^e siècle)	États indépendants actuels	Date d'indépendance
Vice-royaume de la Nouvelle Espagne	Empire du Mexique et États-Unis mexicains	États-Unis Mexique	1813
Capitainerie générale de Cuba	République de Cuba	République de Cuba	1898
Gouvernement de Saint Domingue	République dominicaine	République dominicaine	1821
Capitainerie générale du Guatemala	Provinces unies du Centre des Amériques	République du Guatemala	1821
		République du Salvador	
		République du Honduras	
		République du Nicaragua	
		République du Costa Rica	
Vice-royaume de Nouvelle Grenade	République de la Grande Colombie	République de Colombie	1819
		République d'Équateur	1820
		République de Panama	1903
Capitainerie générale du Venezuela	République de la Grande Colombie	République du Venezuela	1811

La mise en place des premières intégrations régionales

Territoires coloniaux	États indépendants (XIX ^e siècle)	États indépendants actuels	Date d'indépendance
Vice-royaume du Pérou	République du Pérou	République du Pérou	1821
Capitainerie générale du Chili	République du Chili	République du Chili	1818
Vice-royaume du Río de la Plata	Provinces Unies du Río de la Plata	République Argentine	1816
		République de Bolivie	1825
		République Orientale d'Uruguay	1825
	République du Paraguay	République du Paraguay	1811

L'intégration de l'Amérique latine à l'espace-monde au XIX^e siècle

Durant le cours du XIX^e siècle, les nouveaux États latino-américains vont s'insérer, à des degrés divers, dans un processus de développement des échanges préfigurant la seconde phase de la mondialisation (document n° 2). L'Espagne et le Portugal, ayant perdu leur hégémonie géopolitique mondiale, sont remplacés par de nouveaux prétendants comme la Grande-Bretagne, la France puis plus tardivement les États-Unis. Les forces centrifuges sont fortes, renforçant les disparités de développement entre pays latino-américains.

Le Mercosur : vers la « grande Amérique latine » ?

Document n° 2 :

Les trois phases de la mondialisation

La première mondialisation est portée par les grandes découvertes de la Renaissance et l'émergence d'un capitalisme marchand (XVI^e-XVIII^e siècles). Deux puissances coloniales sont particulièrement actives en Amérique du Sud et en Amérique centrale, l'Espagne et le Portugal.

La seconde mondialisation est issue de la Révolution industrielle et démographique du XIX^e et du début du XX^e siècle. Apparue très tôt en Grande-Bretagne, cette seconde phase de la mondialisation est caractérisée par la production de masse. Très vite, la recherche de débouchés commerciaux pour les produits manufacturés suscite l'émergence d'un vaste empire colonial et d'une politique étrangère agressive. Dès la fin du XIX^e siècle, le Royaume-Uni est à la fois, et de loin, le plus grand commerçant, le plus important transporteur et le plus grand exportateur de capitaux de la planète. L'intensification des échanges avec les îles britanniques, et les trois puissances économiques majeures de l'époque (Allemagne, France et États-Unis), se traduit par le décollage des pays neufs peu densément peuplés et à forte immigration européenne (Sur 5 milliards de livres sterling d'investissements britanniques en 1914, 19 % sont dirigés vers l'Amérique latine dont la moitié vers l'Argentine puis dans des proportions moindres vers le Brésil du Sud et le Chili. Les investissements sont comparables à ceux effectués au Canada, en Afrique du Sud ou en Australie).

Cette seconde étape de la mondialisation suscite quelques conflits. En 1845, une escadre franco-britannique s'assure de l'accès du Río de la Plata pendant la dictature de Rosas. La victoire d'Obligado donne entière satisfaction aux compagnies

La mise en place des premières intégrations régionales

anglaises et françaises, le gouvernement argentin s'engageant à faire disparaître les restrictions à l'entrée des produits étrangers. Un demi-siècle plus tard, en 1902, une flotte anglo-allemande détruit les bateaux vénézuéliens au mouillage, devant Caracas. Les grands financiers de la planète pratiquent la politique de la canonnière pour contrôler les finances du Venezuela.

La troisième mondialisation s'élabore à partir des années 1960. Il s'agit de la phase libérale, financière et dérégulée. Elle s'étend réellement à l'ensemble du globe. Si dans un premier temps, les États-Unis sont un pôle majeur de cette mondialisation, notamment en Amérique latine, depuis une vingtaine d'années, la provenance des IDE (Investissements Directs à l'Étranger) est multiple (États-Unis, Union européenne, Japon, voire la Chine).

D'après les typologies de Jacques Lévy et Claude Manzagol adaptées au cas de l'Amérique latine.

LÉVY Jacques, 2006. *Géographie de la mondialisation*. Éditions Bréal, 352 pages.

MANZAGOL Claude, 2003. *La mondialisation*. Armand Colin, collection Campus, 192 pages.

Les pays latino-américains limités en ressources financières, en infrastructures de toutes sortes et appauvris par les récentes guerres d'indépendance et les guerres civiles qui s'égrènent durant tout le XIX^e siècle, doivent se laisser imposer une structure économique qui les assimile dans une certaine mesure aux territoires coloniaux de dépendance directe. À la différence du continent africain ou d'une partie de l'Asie, les nouvelles puissances coloniales émergentes comme le Royaume-Uni ou la France s'intéressent peu à l'Amérique

latine. Seule la France s'imagine pouvoir prendre pied au Mexique (1864-1867) et échoue. La présence de territoires sous contrôle de puissances européennes est rare et limitée à la mer des Caraïbes et ses pourtours (Antilles, Guyane). Seul le Royaume-Uni réaffirme sa souveraineté sur les Malouines (*las Malvinas*), archipel placé sur la route du Cap Horn et du Pacifique Sud.

Sur le plan économique, l'emprise européenne suscite des échanges très inégaux avec les économies des puissances du Nord qui organisent ces nouveaux espaces économiques pour leur plus grand profit.

Ainsi les Anglais, après avoir été présents dès les premiers soulèvements contre les Espagnols à Buenos Aires en 1810, s'intéressent très fortement au développement de l'Argentine utile, c'est-à-dire à la Pampa. Les enjeux deviennent importants à partir des années 1880, lorsque la *Guerre du désert** permet d'éradiquer les Amérindiens dans le domaine pampéen et de mettre en valeur 500 000 km². Bientôt, l'apparition des frigorifiques en cette fin de siècle est un élément décisif pour les investissements étrangers, notamment de la part des grandes sociétés internationales de la viande et des compagnies de chemin de fer : les premières lignes ferroviaires datent de 1857 mais la grande extension du réseau est caractéristique des années 1890 à 1914. À la veille de la Première Guerre mondiale, 30 000 km de voies de chemin de fer quadrillent le pays dont 78 % dans la région pampéenne constituant un magnifique réseau en étoile au départ de Buenos Aires. C'est une belle illustration d'une économie agro-exportatrice avec un trafic de matières premières (viandes et céréales) vers les ports, et un trafic de produits manufacturés, des ports vers l'intérieur. Pour la période 1890-1914, les investissements étrangers dans le réseau ferroviaire correspondent à la moitié du total des investissements en Argentine : 90 % sont d'origine britannique, 10 % français.